

## Rétrospective 1978 :

- Un gouvernement maniaque de la «sécurité»
- La marée noire de l'Amoco Cadiz et la colère bretonne

Lire en pages 4 et 5

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 4 JANVIER 1979 - N° 824

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

**Avec le soutien de l'URSS  
et des pays du pacte de Varsovie**

## L'armée vietnamienne envahit le Cambodge

**Khieu Samphan lance un appel à l'ONU  
et à tous les pays pour arrêter l'agression**

### L'IRAN A UN TOURNANT ?



Un quartier de Qazvin après le passage de l'armée.

- Les USA soutiennent Bakhtiar
- Bakhtiar annonce le départ du Shah «en vacances»
- Les généraux menacent de coup d'État
- Le peuple iranien refuse la tentative Bakhtiar

Lire en page 8

Le chef de l'Etat du Cambodge a lancé un appel à l'ONU pour que soit mis fin à l'agression dont est victime son pays. «Le Vietnam, aidé par l'URSS et les pays du pacte de Varsovie a lancé une invasion massive dans les provinces Ratanakiri, Kratié et le long de la route N°...» depuis le premier janvier. Cette agression longuement préparée a été précédée par la conclusion d'un accord d'amitié et de coopération entre l'URSS et le Vietnam, comprenant une clause d'alliance militaire.

Cette invasion est destinée à permettre aux dirigeants vietnamiens de mener à son terme leur ambition de dominer l'Indochine dans le cadre d'une fédération indochinoise, et constitue une violation des principes qui avaient dirigé la lutte commune des trois peuples indochinois contre l'agression américaine, et un coup de poignard dans le dos du peuple cambodgien. Cette agression scelle l'alliance entre les dirigeants vietnamiens et l'URSS, en permettant à cette dernière de s'imposer dans toute la région et d'abord au Vietnam grâce à l'appui qu'elle apporte aux ambitions de ses dirigeants. Cette agression sert à l'URSS à renforcer ses positions dans le monde, et à hâter ses préparatifs de guerre. Tout le soutien doit être apporté au peuple cambodgien pour qu'il puisse la mettre en échec.

Lire en page 8

## Les mauvais vœux de Giscard

Giscard nous en promet de bonnes pour 1979. Recevant mardi M. Barre qu'accompagnaient tous les ministres, VGE lui tint le discours que celui-ci aime à entendre : «L'année qui commence ne connaîtra pas d'échéance électorale nationale intérieure. Le gouvernement peut se consacrer tout entier à faire aboutir les résultats des efforts de redressement conduits depuis deux ans». Et d'inviter le gouvernement à «une nouvelle ardeur pour traiter en 1979 les problèmes qui déterminent l'avenir de la France».

Douce musique aux oreilles de Barre. L'harmonie parfaite quoi !

Froid dans le dos ces énergiques paroles de Giscard. Inutile de faire un dessin, on a compris ce que cela veut dire pour les travailleurs.

Qu'ils prennent garde ! 1978 s'est clos avec des signes de luttes qui ne trompent pas...

## Grèves à Férodo contre les contrats à durée limitée

Depuis quelques temps, plusieurs initiatives de lutte contre le chômage ont été prises par la classe ouvrière. Partant en général à propos d'un fait de répression, ces actions sont dans leur fond une révolte contre le chômage sous toutes ses formes. Les plus connues se sont passées à Caen, à St Nasaire, à St Chamond.

Dans le même ordre d'idées, il faut noter l'action engagée par les travailleurs de Ferodo à Condé-sur-Noireau dans le Calvados. Le non-renouvellement d'un contrat à durée limitée d'un O.S. a immédiatement provoqué un mouvement de grève qui s'est rapidement étendu à plusieurs usines Ferodo de la région.

Lire en page 3

## Cadre de vie : Besançon, une usine en trop à la ZUP de Planoise

Lire en page 7

## LUTTES OUVRIERES

## Délicieuses : (Beuvilliers Calvados) : 44 licenciements en guise de cadeau de fin d'année

Les petites entreprises qui licencient sont de plus en plus nombreuses. En général, cela fait « moins de bruit » mais, par petits paquets de quelques dizaines, c'est une importante partie des compressions d'effectifs et autres « dégraissages » qui passe par les petites entreprises.

Ainsi, chez Délicieuses à Beuvilliers, près de Lisieux dans le Calvados, les travailleurs ont bénéficié en guise de cadeau de fin d'année, de 44 licenciements. Dans cette petite boîte filiale de Pien et Glasson (gros abattoir industriel de Lisieux) et de la SCVO Bocaviandes, 70 personnes travaillaient.

Au 1<sup>er</sup> janvier 1979, il

n'y en avait plus que 26. Pourtant, à l'automne, le préfet de région avait tenu à visiter les abattoirs Pien et Glasson, réputés pour leur dynamisme économique. Le dynamisme en question ici n'est nullement contradictoire avec une politique active de restructuration ; au contraire. En tout cas, peu de cas est fait du sort de ces 44 travailleurs : eux qui ont toutes les chances de ne pas retrouver de travail avant longtemps dans cette région sinistrée par les restructurations capitalistes et leur cortège de mutations, de déclassements, de pré-retraites et de licenciements.

### Rectificatif

L'omission d'une phrase a pu rendre incompréhensible une partie de l'article paru dans le n° 822 et intitulé : « Longwy après le blocage du bassin. Nouveau rendez-vous le 4 janvier ». Dans la deuxième colonne, avant le paragraphe commençant par : « Cette voie plus raisonnable, on en a eu une idée plus précise... » il fallait lire :

« Ces deux jours de soutien sont sans conteste une victoire contre ceux qui, au sein de la direction cégétiste, étaient dès le départ partisans d'une voie « raisonnable ». Il n'y ont pas pour autant renoncé : cette voie plus raisonnable... ».

## NOUVEAUX LICENCIEMENTS CHEZ BOUSSAC - WILLOT

Il y a quelques jours, se tenait une assemblée générale d'actionnaires du groupe Willot. Après des bruits persistants et apparemment justifiés sur les difficultés de trésorerie des Dalton du textile, la presse a abondamment parlé des dividendes plus importants que prévu distribués aux actionnaires et de la nomination d'un ancien chef de cabinet de d'Ornano, Darmon, à la direction de la division textile.

Tout le monde en a profité pour encenser les manières certes un peu brutales, mais ô combien efficaces, des frères Willot.

Pourtant, à y regarder de plus près, la situation comptable du groupe n'est pas si florissante. Les fameux dividendes n'ont pas coûté très cher aux trois frères, puisque pour l'essentiel, ils sont retournés aussitôt dans leur poche, le capital du groupe étant très concentré. C'est donc principalement du bluff. Ce que cherchent les Willot, pour l'instant, c'est à gagner du temps, et donc de l'argent. Ils ont par exem-

ple obtenu, pour presque toutes les sociétés du groupe, un exercice de 18 mois au lieu d'un an, ce qui leur permet de ne pas publier trop souvent leurs chiffres. Dans le même ordre d'idées, ils ont décidé de couper leur activité en deux : d'un côté le secteur distribution, de l'autre le secteur industriel. Sur ce point, il semblerait qu'ils veuillent regrouper les différentes usines au-

## Contre le non-renouvellement des contrats de travail à durée limitée

# GREVES A FERODO

Des mouvements de grève contre le non-renouvellement de contrats de travail sont actuellement en cours dans les usines Ferodo en Normandie.

Dans plusieurs unités de production réparties dans la vallée de la Vire et dans la zone industrielle de Condé-sur-Noireau, 2 000 personnes travaillent l'amiante pour les garnitures de frein, les embrayages... Il va de soi que les conditions de travail ne sont pas des meilleures ; les maladies professionnelles comme l'asbestose (maladie de l'amiante) font des ravages ; les cadences de travail sont évidemment dures.

Mais, c'est un autre aspect de l'exploitation capitaliste qui cette fois a déclenché la colère des travailleurs de Ferodo, parmi lesquels de nombreuses ouvrières. Il s'agit du refus du chômage sous une de ses formes qu'est le travail sous contrat à durée limitée.

On se souvient des luttes extrêmement déterminées qu'avaient menées les travailleurs de Ferodo il y a quelques années. Ils avaient notamment renoué avec des traditions ouvrières anciennes en « retenant » — comme l'on dit maintenant — certains directeurs. L'écho de cette lutte avait alors dépassé largement la région Bas-Normandie pour s'étendre à tout le pays. Bientôt, dans des dizaines d'autres luttes, des travailleurs reprendront à leur compte

les nouvelles formes de lutte remises à l'ordre du jour par ceux de Ferodo.

On n'en est pas encore à aujourd'hui, mais la spontanéité des mouvements de grève qui se sont déchainés en fin de semaine dernière et se poursuivent au début de cette semaine attestent d'une réelle combativité des travailleurs de Ferodo. De plus, ce qui est particulièrement intéressant, c'est que ces grévistes soient partis sur la question du chômage sous une de ses

formes, le non-renouvellement de contrats à durée limitée.

### UN MOUVEMENT DE REVOLTE SPONTANÉ

C'est à l'usine de « la Petite Suisse » où travaillent 161 personnes que les choses se sont déclenchées : un O.S. s'est vu refuser le renouvellement de son contrat arrivé à expiration. Ses camarades de travail — presque exclusivement des ouvrières — décidaient alors de se mettre en grève dès mercredi midi. Rapidement le mouvement gagnait l'usine du Plafond (1 200 ouvriers) et touchait également l'usine de « la Martinique ». Vendredi soir, il y avait 85 % de grévistes. La revendication centrale était la suppression de ces contrats à durée limitée et leur remplacement par des contrats définitifs ; de plus, d'autres revendications portant sur la suppression des heures supplémentaires et la baisse des cadences sont venues s'ajouter.

Pendant ces trois jours de grève, plusieurs rencontres ont eu lieu entre les syndicats et la direction de Ferodo. Finalement, des assurances étaient données sur l'embauche de l'ouvrier dans une autre entreprise de la région. Cela dit, d'autres contrats arrivent bientôt à expiration eux aussi et la direction n'a pas voulu s'engager à leur sujet, ce qui laisse présager qu'elle entend ne pas les renouveler non plus.

Samedi matin, les sections syndicales CFDT et CGT se rencontraient et décidaient d'étendre la grève. Il semblait cependant qu'un certain flottement soit apparu lundi matin.

Cette lutte, partie spontanément témoinne, elle aussi, d'une montée — certes limitée encore — mais cependant bien réelle de la combativité ouvrière contre le chômage. Elle est une matérialisation de l'idée qui commence à progresser dans la classe ouvrière : il est possible de se battre contre le chômage ; il est possible de remporter des succès.

G.P.

## SIDÉRURGIE :

- MANIFESTATION A NANCY JEUDI 14
- GREVE GÉNÉRALE LE 12



C'est à l'occasion de la réunion du conseil régional que les syndicats ont appelé à une manifestation à Nancy le jeudi 4 janvier devant la préfecture. Pour cette action, il semble qu'une certaine confusion ait été orchestrée par certains dirigeants syndicaux puisqu'on ne savait toujours pas mardi si des appels à la grève seraient lancés pour permettre une participation effective à la manifestation. De plus, le choix de l'endroit n'était pas évident pour rassembler le plus de monde.

Enfin, l'objectif lui-même montre toutes les limites de ce genre d'action.

Pendant ce temps, dans le Valenciennois, peu d'initiatives sont proposées par les directions syndicales. Après la fin de l'occupation des grands bureaux de Trith qui commençait à inquiéter les responsables PCF par sa durée, les travailleurs se sont retrouvés sans perspectives. On entend bien parler parfois dans les rangs de la CFDT « d'occupation de la sous-préfecture » mais les propositions émanant des cégétistes ont du mal à se faire entendre dans cette région où le PCF pèse d'un grand poids.

Plus sérieuse semble être la journée de grève générale dans la sidérurgie

prévue pour le 12 janvier.

Encore faudrait-il savoir ce que les directions syndicales ont l'intention d'en faire. Une fois encore, la question se pose : journée sans lendemain ou point de départ pour une véritable mobilisation d'ensemble dans la sidérurgie. Car il est évident que cette journée, si elle peut permettre aux sidérurgistes d'exprimer largement leur colère contre les plans de chômage et de misère des barons de l'acier, ne servirait à rien si elle restait une fois de plus sans lendemain. Il faudra se battre pour qu'il n'en soit pas ainsi.

# Manifeste «*Mon pays escorjat*» LES TENTATIVES DE RECUPERATION DU PCF

L'élargissement du Marché commun à l'Espagne, à la Grèce et au Portugal provoque actuellement un vif débat dans le Midi de la France, précisément dans tous ces départements qui subiront de plein fouet les conséquences de l'élargissement. Ce débat prend évidemment un caractère politique, et s'inscrit directement dans l'évolution politique nationale.

C'est le cas de la polémique qui s'instaure autour du manifeste «*Mon pays escorjat*» lancé à l'initiative de diverses personnalités occitanes.

A la fin du mois d'octobre de l'année dernière, Robert Lafont, Jean-Pierre Chabrol et Emmanuel Maffre-Baugé, dirigeant viticole, lance un manifeste intitulé «*Mon pays escorjat*» (mon pays écorché). Le manifeste s'articule autour de deux grandes idées : d'une part, il faut refuser l'élargissement du marché commun, qui fatalement entraînera la ruine des départements occitans et d'autre part, il faut «*dans le cadre d'une démocratisation de tout le territoire, un pouvoir autonome qui donnera à l'espace occitan de nouvelles chances.*» 200 personnalités s'associent aussitôt au projet, suivies

au fil des semaines par plus de 1 000 autres. Trois composantes se distinguent assez nettement parmi les signataires : les occitanistes, issus pour une large part de milieux intellectuels régionaux, les viticulteurs, comme par exemple une cinquantaine de présidents de caves coopératives, et... le PCF. Maurice Verdier, responsable de la fédération de l'Hérault, incite les militants à signer, à titre personnel bien sûr puisque les initiateurs du manifeste s'oppose à la participation des «*professionnels de la politique.*»

La tactique est évidente, qui se greffe sur de réelles

inquiétudes et de réelles aspirations, qui méritent d'être prises en considérations. Pour le PCF, dont la bataille contre l'élargissement est un des thèmes essentiels, il s'agit de créer l'illusion qu'un vaste front se forme autour de lui, alors qu'en fait il prend le train en marche. Secondairement, le PCF profite de l'occasion pour tenter d'isoler le PS, puissant dans la région, mais dont la position face à l'élargissement est pleine d'ambiguïté.

Dans le midi, la tactique s'avère payante, dans un premier temps. Pourtant, à vouloir trop en faire, le PCF dévoile ses intentions. Au Monde, qui rendait compte du manifeste «*mon pays escorjat*» en insistant sur la revendication d'autonomie régionale, l'*Humanité* réplique séchement que ce n'est pas de cela dont il s'agit, et que le manifeste insiste bien davantage sur le refus de l'élargissement du Marché commun. Polémique

bien anodine vue de Paris, mais qui va faire grand bruit dans certains milieux occitans. Plusieurs signataires retirent leur nom du manifeste, considérant qu'il n'est plus désormais qu'un instrument pour des manœuvres politiques. Ainsi un signataire écrit-il à l'hebdomadaire Sud : «*Le PCF n'a-t-il fait signer ce texte en Languedoc que pour des manœuvres électoralistes contre son ex-programme commun décidé et arrêté à Paris par les directives hexagonales des partis de gauche et cassé par les mêmes directions ? (...)* J'avoue que j'avais cru à une évolution sincère du PCF qui l'amenait à reconnaître l'existence en France d'un espace occitan. Jusqu'à preuve du contraire, je m'étais trompé». Cette réaction n'est pas isolée. Elle a amené les initiateurs du manifeste à préciser leurs objectifs, tentant ainsi de se démarquer de la manœuvre du PCF. Il reste qu'aujourd'hui, les milieux occitanistes sont sérieusement divisés sur le problème. Si certains, comme Maffrebaugé, semblent avoir clairement choisi l'alliance avec le PCF (le dirigeant viticole s'est longuement entretenu avec Marchais le 30 novembre dernier), d'autres prennent leurs distances, et des contradictions commencent même à apparaître au sein du PCF, dans la fédération de l'Aude notamment, sur la question du rôle régional de l'Occitanie.

Ainsi l'opération récupération du PCF, si elle remporte des succès, fait aussi naître de nouvelles contradictions entre lui et les masses, et dans son sein même.

N.D.



## PEUGEOT-SOCHAUX : TRES IMPORTANT REcul DE LA CGT AUX ELECTIONS DU CE

Dans le collège ouvrier (28 000 voix), la CGT n'obtient que 10 400 voix, contre 12 300 en 1976. C'est-à-dire qu'elle perd 1 900 voix et deux sièges.

La CFDT se maintient (5 200 voix) en gagnant 600 voix de plus.

Ce recul se fait au bénéfice de l'intersyndicale FO, CGC, CFTC, CSL (ex CFT).

Ainsi, la CFDT et la CGT gardent la majorité des élus du CE. Toutefois, il faut noter que la direction dispose d'une voix qui, ajoutée à celle de ses acolytes, permet de bloquer les décisions : 6 voix d'un

côté, 5 voix plus une de l'autre.

Ces résultats s'expliquent pour trois raisons :

1) «*Lors de cette campagne électorale, honteuse et démagogique, tous les moyens liés au pouvoir dans l'entreprise ont été utilisés : l'argent (coût de la campagne : 526 millions d'A.F.). Pressions de toutes sortes, chantage, utilisation de la hiérarchie contre la CFDT et la CGT ; publication de revues et d'information.*» (tract CFDT).

C'est dire que le CE a de l'importance, dans la mesure où Peugeot possède

tout dans la région : des usines, des magasins (Ravi), en passant par le logement (CRL). En effet, les œuvres sociales sont gérées directement par les élus du CE (vacances, animation, bibliothèques, service social).

2) La gestion du CE par la CGT prêtait le flanc à la critique. La CGT s'en était fait son affaire : embauche de ses «gens», activités culturelles trop loin des soucis des travailleurs, etc. 3) Mais, pour beaucoup de travailleurs, ce vote marque un désaveu des positions et de la pratique de la CGT, en tant qu'or-

ganisation syndicale (soutien inconditionnel au PC, exclusion des militants «contestataires», opposition aux coordinations, comme lors de la grève des Cycles, journées d'action sans lendemain, etc.)

Après son 40<sup>e</sup> congrès, après ce vote, la CGT commence son début d'autocritique. Elle se déclare «prête à recueillir toutes les suggestions et propositions dans l'intérêt des travailleurs», de l'OS à l'ingénieur !

Aux travailleurs de s'en emparer.

Corr. MONTBELIARD

## GISCARD FAIT DES PLANS SUR L'EUROPE

L'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* publie, dans son dernier numéro, une interview de Giscard, où il expose ses vues sur l'avenir de la construction européenne. Cette interview a été réalisée en décembre, alors que le système monétaire européen venait d'être accepté par l'Irlande et l'Italie, et que rien ne semblait devoir s'opposer à son entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier. Giscard s'y montre optimiste quant à l'avenir de la construction européenne, et préconise le développement d'une «confédération» dans des termes assez flous. Une telle confédération devrait, selon lui, reposer sur trois institutions : un exécutif issu du Conseil européen, une administration issue de la Commission, et un organe législatif issu de l'Assemblée européenne. Ce qui laisse entendre que le fonctionnement actuel de la CEE doit, à ses yeux, être modifiée de façon assez substantielle, mais sans qu'il précise davantage dans quelle direction il entend que se fassent les modifications des institutions, sujet sur lequel travaille la commission des «trois sages». Nous donnons quelques extraits de cette interview.

F. N.

Sur le caractère de l'Europe à construire : «Il s'agit de former une confédération européenne. Cette confédération n'aura pas de gouvernement, comme en ont les différentes nations, elle sera dirigée par un exécutif procédant de l'actuel conseil européen (...). La confédération européenne sera ainsi articulée : un exécutif procédant du conseil européen, une administration issue de la Commission pour les questions communautaires et un organe législatif, formé au sein de l'Assemblée, pour les questions du ressort de la Communauté. Ces trois organes doivent rester séparés, la séparation des pouvoirs est un trait nécessaire d'une organisation confédérale».

A propos des problèmes institutionnels posés par la perspective de l'élargisse-

ment de la Communauté aux trois pays de l'Europe du Sud : «L'élargissement de l'Europe va placer la Communauté face à de nouveaux problèmes (...). Nous devons adapter nos institutions aux données objectives».

A l'intention du RPR : «Il ne faut pas confondre certaines déclarations tonitruantes avec l'opinion de la majorité des Français».

A propos de la place de la France par rapport à l'Allemagne : «Le 10 octobre 1978, j'ai dit lors d'une interview télévisée que la France devrait avoir, autour de 1985, une puissance économique comparable à celle de l'Allemagne fédérale (...). Cet objectif peut être atteint (...). Je n'ai absolument aucun complexe d'infériorité envers l'Allemagne».

Traduit par nos soins

### ● PS : dépôt des contributions pour le congrès, samedi

C'est officiellement samedi prochain que le comité directeur du PS enregistrera les «contributions au débat» pour le prochain congrès qui se tiendra au mois d'avril à Metz. A partir de mercredi, un «groupe de travail» comprenant des représentants des différents courants de la majorité va essayer de trouver un compromis pour présenter un texte commun.

Il est fort peu probable qu'un accord se dégage entre Mitterrand, Rocard et Mauroy. La lutte pour le pouvoir est bel et bien engagée et le congrès d'avril la sanctionnera. Dans ce cadre, les réunions du «groupe de travail» ressemblent plus à une formalité pour donner le change aux militants. Pendant ce temps les combinaisons se poursuivent activement dans l'ombre.

Le prétendant au pouvoir, Rocard aux dents longues est en passe de réussir son coup. Il lui faut pour cela que Mauroy s'engage jusqu'au bout avec lui contre Mitterrand. On aura une indication de l'engagement de Mauroy samedi puisque l'on saura s'il s'associe à Rocard pour présenter un texte commun ou bien s'ils auront chacun leur «contribution».

Achetez  
Le Quotidien du Peuple  
chaque jour  
dans le même kiosque

## Rétrospective 1978

## UN GOUVERNEMENT MANIAQUE DE LA «SECURITE»

23 janvier : l'année s'ouvre sur l'enlèvement par des gangsters du riche baron Empain. Il donnera lieu à un déploiement policier sans précédent : barrages, contrôles, fouilles. A cette occasion, un tribunal légalise les fouilles de véhicules. Contrôles et vexations policières sont devenues monnaie courante, notamment dans le métro parisien, où les immigrés et les jeunes sont les premiers visés. A l'occasion, des « bavures » marquent ce genre d'opération, menée souvent l'arme au poing : le 13 mars, à Saint-Mandé, des policiers abattent dans une camionnette deux jeunes qu'ils avaient pris en chasse : « Ils croyaient qu'ils étaient armés ! ».

Tandis que le gouvernement martraque le thème

Le 27 septembre, un postier est assassiné par un truand à Paris. Une campagne est menée pour l'augmentation des effectifs policiers.

Début décembre, à Marseille, un CRS gangster abat un autre postier. Combien faudra-t-il d'hommes pour protéger les facteurs de la police ?

me de la «sécurité», une association privée prend le relais : «Légitime Défense». Précédent : François Romerio, ancien président de la Cour de sûreté de l'Etat (spécialisée dans les procès politiques) ; premier local connu : le syndicat CFTC de la police. Le groupement prend notamment en charge la défense de ceux qui tirent sur les cambrioleurs. Le 28 juin, Gaillard, qui a tué l'un d'eux s'enfuyant de chez lui, est acquitté par le tribunal de Gap ; d'autres jugements similaires seront prononcés.

Le 29 mai, le gangster Mesrine s'évade de la Santé. Il court toujours. Mais son évasion a donné le prétexte à de multiples mesures répressives. Dans les prisons, les «quartiers de haute sécurité» sont renforcés. En novembre, une loi limite considérablement la possibilité de permissions de sortie pour les prisonniers, alors que le pourcentage de récidivistes à cette occasion était pourtant infime. Un juge d'Application des peines, Etienne Bloch, membre du syndicat de la Magistrature, est arbitrairement déchargé de ses fonctions. Des avocats sont placés en garde à vue pour avoir transmis à leurs clients des articles de presse concer-

nant le régime carcéral, ou sous l'accusation non prouvée de complicité d'évasion. La tentative pour instituer la fouille des avocats à l'exemple de l'Allemagne a cependant échoué.

Cependant, sous l'enseigne de la «protection rapprochée», les attaques policières contre les manifestations se multiplient : cordons de police interdisant les accès, enlèvements de manifestants, matraquages brutaux sans sommations. En quelques semaines, au printemps, ce sera le cas des manifestants sur des sujets aussi variés que : le boycott de la coupe du monde de football (à plusieurs reprises), la protestation contre l'invasion sioniste au Sud-Liban, la protestation contre la marée noire, le soutien au peuple iranien, la protestation contre les tortures subies par la jeune allemande Heide. Le premier mai, la manifestation inter-syndicale elle-même ne sera pas épargnée.

Par ailleurs, au niveau européen, la Cour européenne rend le 6 septembre un arrêt légalisant les écoutes téléphoniques et la surveillance du courrier. Le 10 octobre, les ministres de la justice des 9 mettent à l'étude le projet de «coopération pénale» de Peyrefitte. Et, en France, une des premières lois déposées par le gouvernement Barre III (dès avril) vise à interdire l'affichage.



La «sécurité» : matraquage de manifestations syndicales à Caen.



L'enlèvement d'Empain fut le prétexte de vastes fouilles de voitures...

## Les ondes en jeu...

Apparues épisodiquement depuis plusieurs années à la faveur d'importantes manifestations (Larzac 74 et 77, Malville 77...) les radios libres faisaient surface au moment des élections municipales de 77, à l'initiative de mouvements écologiques, et prenaient cette année une ampleur particulière, notamment pour les élections législatives de mars.

De nombreux collectifs de radios sont créés pour une expression différente de celle des organisations politiques traditionnelles et engagent une bataille pour la liberté d'expression, contre le monopole. L'incertitude du débouché des élections, ralentit la répression giscardienne. Sitôt celles-ci passées, qui voient la même majorité maintenue, la répression reprend, plus dure. Plusieurs radios sont saisies, leurs animateurs poursuivis en justice. A l'occasion, (le pouvoir a maintenant les mains libres), la loi sur le monopole est renforcée au

mois de juin, et prévoit des peines de prison d'un mois à un an et des amendes de 10 000 à 100 000 francs pour ceux qui violeraient le monopole.

Les radios libres n'en continuent pas moins d'émettre, tandis qu'un recours devant le conseil constitutionnel est entamé par le PS qui se tenait jusqu'à présent à l'écart de la bataille engagée. Les radios libres disposaient d'un mois de sursis, qui se terminait par une décision défavorable du conseil constitutionnel. L'amnistie déclarée à cette occasion, marquait un nouveau départ pour la répression, certaines radios libres entamaient un retour à la prudence ou à la diffusion clandestine. Les voix différentes sur les ondes devenaient chuchotements... En attendant une situation plus favorable, comme le développement des luttes. La création «Radio SOS emploi» par les sidérurgistes de Longwy en ce mois de décembre en est un exemple.

## Nucléaire :

## ● Mobilisation en Bretagne

## Pollution :

## ● Lutte contre PCUK Pierre Bénite

Il n'y a pas eu de marche à Malville cette année.

Superphenix se construit et le gouvernement a clairement manifesté son intention de poursuivre la mise en œuvre du programme électronucléaire : il a publié les décrets d'utilité publique des centrales de Cattenom et du Pellerin.

Sur ces deux sites cependant la résistance continue : marche sur Cattenom, harcèlement des municipalités concernées, et marche sur le site en octobre et décembre. Plus

largement c'est toute la Bretagne qui s'est mobilisée contre l'implantation prévue d'une centrale PWR à Plogoff. Pendant l'automne plusieurs manifestations se sont succédées à Plogoff même, à Brest, où, le 23 septembre 15 000 manifestants ont affronté la répression policière, puis à Quimper. Menacée par l'implantation à terme de trois centrales, la Bretagne refuse de devenir la région la plus «nucléarisée». De même la région de la Hague ne veut pas être la poubelle atomique du monde entier. Alors que deux accidents graves

en novembre ont prouvé les dangers de l'usine de retraitement de déchets radioactifs, les déchets continuent d'affluer : l'arrivée d'un cargo japonais en décembre a provoqué la mobilisation d'une vingtaine d'organisations du Nord-Cotentin, autour des travailleurs de l'usine.

Cette année encore, un des plus gros pollueurs de France, Pechiney Ugine Kuhlmann a été responsable d'un grave accident. Le 12 octobre une fuite d'acroléine a intoxiqué plusieurs habitants d'Oullins près de l'usine de Pierre

Bénite (Rhône). Alors qu'elle avait modifié secrètement les installations sans changer les consignes de travail, la direction faisait retomber la responsabilité sur un travailleur. Une longue grève de 18 jours commençait alors. PCUK répondait par la répression : onze délégués en référés, procédures de licenciements, intervention des flics. Après la reprise, la lutte pour la sécurité continue à l'intérieur de l'usine. Et dans le quartier à Oullins un comité de lutte pour l'emploi, la santé et la sécurité vient de se créer à la mi-décembre.

Dans la nuit du 17 au 18 mars 1978, à la veille du deuxième tour des élections, le pétrolier géant *Amoco Cadiz* s'échoue face à Portsall. De ses flancs éventrés, 233 000 tonnes de pétrole brut s'échapperont, causant la plus gigantesque marée noire que la Bretagne ait connue, la 4<sup>e</sup> après celles du *Torrey Canyon* en 1967, de l'*Olympic Bravery* en 1976, du *Bohlen* en 1976 encore !

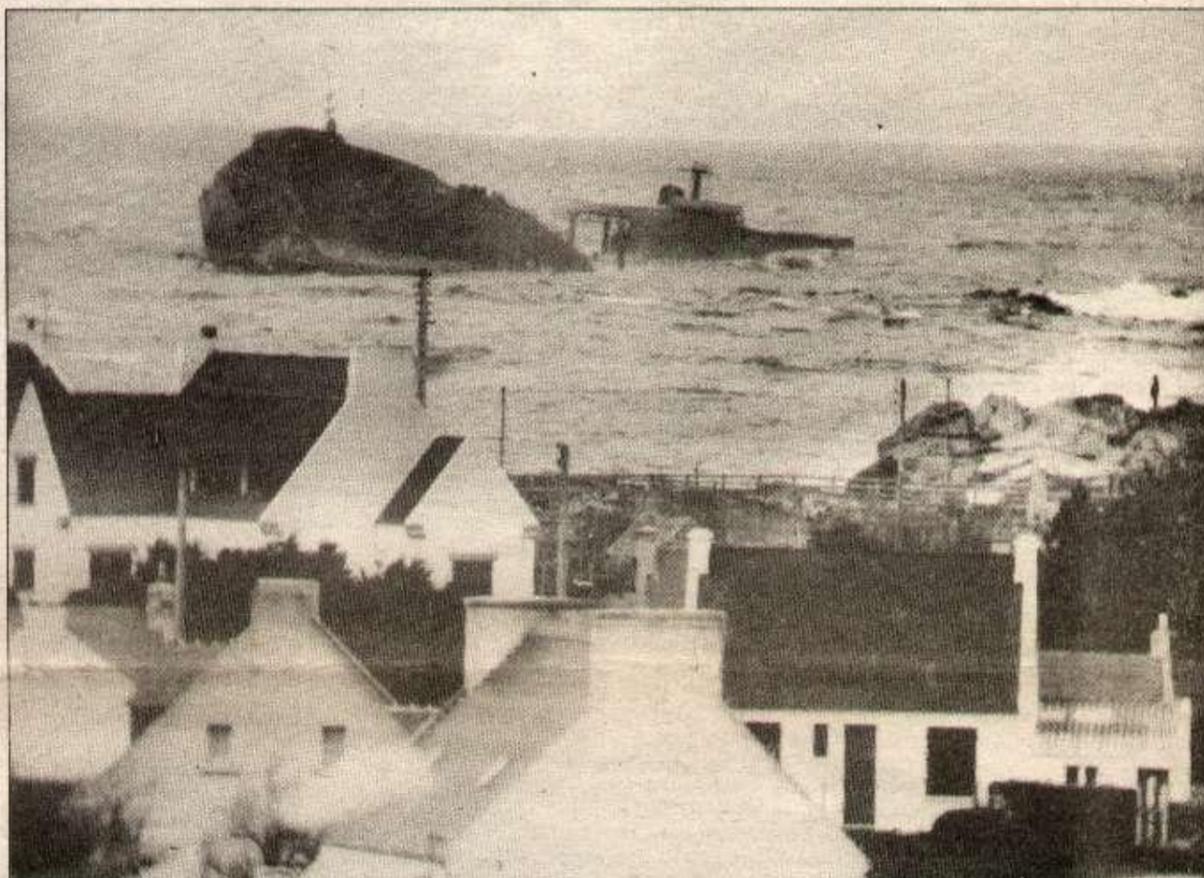
Vendredi après-midi les pêcheurs de Portsall du Conquet, de Lampaul se réunissent. Ils se retrouvent face à un drame immense qui va les ruiner. Le lundi 21, ils déposeront leurs rôles. Ce même lundi, 20 000 travailleurs et jeunes crieront leur colère dans les rues de Brest «*marée noire, gachis capitaliste, grève générale !*». Malgré l'appel à la dissolution lancé par les partis de gauche, la moitié d'entre eux poursuivront : la préfecture maritime — le siège de la Marine nationale — est investie. Cette «*Royale*» qui n'a rien daigné faire pour empêcher la catastrophe de se produire ! Très vite, des questions sont posées, car un certain nombre de choses ne «*collent pas*» dans le récit officiel de l'échouage. «*Notre capitaine a indiqué au remorqueur Pacific de le tirer vers le Nord-Ouest, vers le large. Mais le Pacific a fait le contraire, il nous tire vers le Nord-Est, vers la côte*», indiquent dans leur témoignage exclusif au *Quotidien du Peuple* les marins de l'*Amoco Cadiz*. Un témoignage formel qui pourtant sera laissé de côté par les médias et les enquêteurs. A-t-il été décidé quelque part de laisser s'échouer et de sacrifier l'*Amoco* ?

A ce jour, cette question n'a eu aucune réponse bien convaincante...

Sur plus de 100 kilomètres, la côte du Finistère Nord est ravagée par la marée noire, détruisant les plages, contaminant les fonds, intoxiquant poissons, algues et crustacés. Face à ce désastre le pouvoir est immobile et impuissant, «*Plan Polmar, Canular*», ce cri sera repris à toutes les manifestations !

Mais le mouvement de révolte populaire organisé autour des comités anti-marée noire, n'arrivera pas à réaliser une jonction franche dans la lutte avec les pêcheurs et les travailleurs de Brest, que les partis de gauche et les directions syndicales s'emploient à isoler du reste de l'action. Des comités se forment dans plusieurs villes, regroupant des centaines de personnes. Ils engagent une action dynamique contre la marée noire, contre ses effets économiques, sur la santé, auprès des soldats chargés du nettoyage. La jeunesse mobilisée à fond, participe à une véritable enquête écologique de masse en liaison avec les scientifiques. Les conséquences de la marée noire de l'*Amoco* s'étendront sur de nombreuses années au plan de la pêche et de l'écologie. Malgré les freins mis par la gauche et les limites de la lutte anti-marée noire, l'immense sentiment de colère qui a soulevé la Bretagne a permis une large prise de conscience de la responsabilité du capitalisme, de la politique dite «*régionale*» ; il a révélé une volonté de lutte remarquable au lendemain même des élections. Hier dans la grève des arsenaux ; aujourd'hui, tant dans la lutte pour l'indemnisation des pêcheurs que dans celle contre les centrales nucléaires, cette volonté et cette combativité attestent que la mer n'a pas lavé la colère, que face à toutes les marées noires du capitalisme, au chômage et à la répression, la Bretagne est décidée à lutter et à vivre.

## LA MARÉE NOIRE DE L'AMOCO CADIZ ET LA COLERE BRETONNE



Portsall et le cadavre de l'Amoco Cadiz : un tragique et révoltant face à face

## UNE RENTRÉE SCOLAIRE SOUS LE SIGNE DE LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE



Première coordination lycéenne dans la région parisienne à Noisy-le-Sec

Manifestations, occupations, séquestrations, la rentrée scolaire de cette année aura été particulièrement animée. Plus de 250 établissements à Lyon, Grenoble, Marseille, Paris et sa région ont été touchés. Les parents d'élèves, les profs, les lycéens n'ont pas tardé à riposter aux propos optimistes et mensongers de Beullac, ministre de l'Education et ex-ministre du Chômage : «*La rentrée, ma foi, se passe fort bien*» disait-il. La réalité est toute autre. Classes surchargées, manque de matériel pédagogique, manque de profs...

La Seine Saint Denis semble plus particulièrement touchée, la riposte y sera aussi plus grande, 17 établissements sur 120 participeront à la lutte.

L'austérité prenait l'allure d'un sinistre. Sans attendre les consignes de leurs syndicats, et bien souvent en opposition avec elles, les enseignants engageaient la lutte pour obtenir la création de postes laissés vacants, l'embauche de maîtres auxiliaires, par ailleurs atteints en masse par le chômage, l'obtention de crédits.

Dès les premiers jours, des grèves sont organisées, des occupations ont lieu, les parents d'élèves se joignent aux enseignants. Très rapidement, pourtant, les lycéens qui s'étaient également joints à la lutte des enseignants en participant aux occupations des établissements, allaient avancer leurs propres mots d'ordre, s'organiser de façon autonome. «*Notre avenir nous inquiète*», résumait une banderole sur la façade du lycée de Villemomble, lui aussi occupé. Les jeunes de la Seine Saint Denis (93), particulièrement touchés par les mesures d'austérité en cette rentrée, ne veulent

pas en effet se limiter à réclamer quelques crédits comme les y poussent quelques organisations. Ils se tournent vers l'avenir, celui que leur réservent Giscard et Barre, et ils n'en veulent pas. Ils refusent d'être de futurs chômeurs, de rejoindre les files d'attente dans les ANPE, qui grossissent sans cesse sous prétexte d'impératifs économiques.

Une première manifestation a lieu le 29 septembre, forte de 3 000 lycéens de la région parisienne, elle sera la première démonstration de la combativité, de la révolte et de l'aspiration à l'autonomie chez les lycéens. «*Beullac menteur, tu fabriques des chômeurs !*» scandé à cette première manif, allait devenir le mot d'ordre de la rentrée, particulièrement pour ceux des LEP (ex-CET).

En province, de nombreuses manifestations ont lieu également.

Le 5 octobre, le même slogan et d'autres tel : «*Aujourd'hui lycéens, demain chômeurs !*» étaient repris dans les rues de Paris pour une deuxième manifestation qui regroupera près de 10 000 lycéens.

Le 13 octobre, une autre manifestation a lieu, avec les profs, au cours d'une journée d'action syndicale. La province y participe également. Cette manifestation a été un moment important de la mobilisation lycéenne, même si elle n'a pu dégager de perspectives de lutte : l'inexpérience, les vacances et les magouilles d'organisations croupions du PCF, l'UNCAL et les trotskystes qui tentaient de récupérer à leur profit ce mouvement de profonde révolte le court-circuitaient. Mais, le potentiel de lutte demeure...

# IRAN : UN ENJEU STRATÉGIQUE MONDIAL

Par Frank ROUSSEL



L'émergence du social-impérialisme, sur la scène mondiale à partir de 1968, a constitué un facteur important dans la décision de l'Iran de se doter de moyens de défense suffisants pour assurer son indépendance. L'immense potentiel militaire que s'est constitué l'Iran devait également lui servir pour jouer un rôle croissant dans la région, de par la menace que constitue l'arsenal iranien auprès de ses voisins mais également par des interventions militaires directes, comme celle dirigée contre le Front Populaire de Libération d'Oman au Dhofar. L'Iran assure la surveillance de la totalité du pétrole du Golfe qui passe par le détroit d'Ormuz. Elle constitue ainsi un enjeu économique et stratégique de taille qui lui confère un rôle déterminant dans la région.

## APPARITION DE L'URSS DANS L'OCEAN INDIEN ET PROGRES DE SON INFLUENCE DANS LES PAYS VOISINS DE L'IRAN

Après avoir constaté l'inefficacité du C.E.N.T.O. un autre événement devait renforcer l'Iran dans son effort, pour augmenter ses propres moyens de défense — et par là-même, ses liens de dépendance vis-à-vis des USA — ce fut le changement survenu dans l'équilibre des forces mondiales qui s'est manifesté, l'irruption brutale du social-impérialisme sur la scène internationale. En 1968, le gouvernement britannique annonçait le retrait de ses forces militaires d'Aden, au même moment, les unités de la flotte de guerre soviétique, croisaient pour la première fois dans l'Océan Indien. A la même époque l'impérialisme U.S. se trouvant en mauvaise posture en Indochine, fut amené à redéfinir sa tactique au niveau mondial. Il opta dans le sens de déléguer aux «pays amis» la charge d'assurer leur propre défense. Ce projet, connu sous le nom de «doctrine Nixon», dont la «vietnamisation» fut un échec, consistait pour les USA à fournir à tout gouvernement allié, des moyens militaires suffisants pour assurer sa défense (moyens destinés également à réprimer tout mouvement populaire comme l'armée du Shah l'a prouvé), sans que les troupes américaines n'aient à intervenir directement. En 1970 et en 1971, 6,5 % des exportations d'armes américaines vers le Tiers Monde étaient destinées au Moyen-Orient, principalement à l'Iran et à Israël. Pour Washington, la sécurité de l'approvisionnement pétrolier passe par la consolidation des forces armées iraniennes. Cet argument fut utilisé par le gouvernement américain en 1967 et en 1968 devant le Comité des Affaires étrangères du Sénat, afin de lui faire accepter la vente du matériel le plus moderne à l'Iran. Dès le quadruplement du prix du pétrole en 1973, l'Iran

devient le premier client mondial des vendeurs d'armes américains : il absorbe à lui seul 40 % de toutes les fournitures américaines de matériel militaire à l'étranger. Les dépenses militaires iraniennes s'accroissent en moyenne de 26 % par an.

L'Iran a vu avec appréhension les progrès de l'influence soviétique dans la région, d'où ses rapports tendus avec l'Irak jusqu'à l'accord signé en 1975 entre les deux pays. La question Kurde fut un élément de désaccord, mais les rapports s'étaient détériorés depuis l'arrivée au pouvoir du parti Baas à Bagdad et la signature irako-soviétique en 1972. Le point culminant du conflit entre les deux pays est situé en 1969, lorsqu'ils se disputèrent le fleuve Chatt-Al-Arab, économiquement et stratégiquement vital à la fois pour l'Iran et l'Irak. Ce fleuve est l'accès à la mer du port principal irakien : Basra et des deux ports iraniens de Khorramshar et d'Abadan (principal débouché du pétrole iranien). Les facilités portuaires accordées à l'URSS par l'Irak à Umm Qasr n'ont fait qu'augmenter les appréhensions de l'Iran vis-à-vis de son voisin, allié de l'URSS.

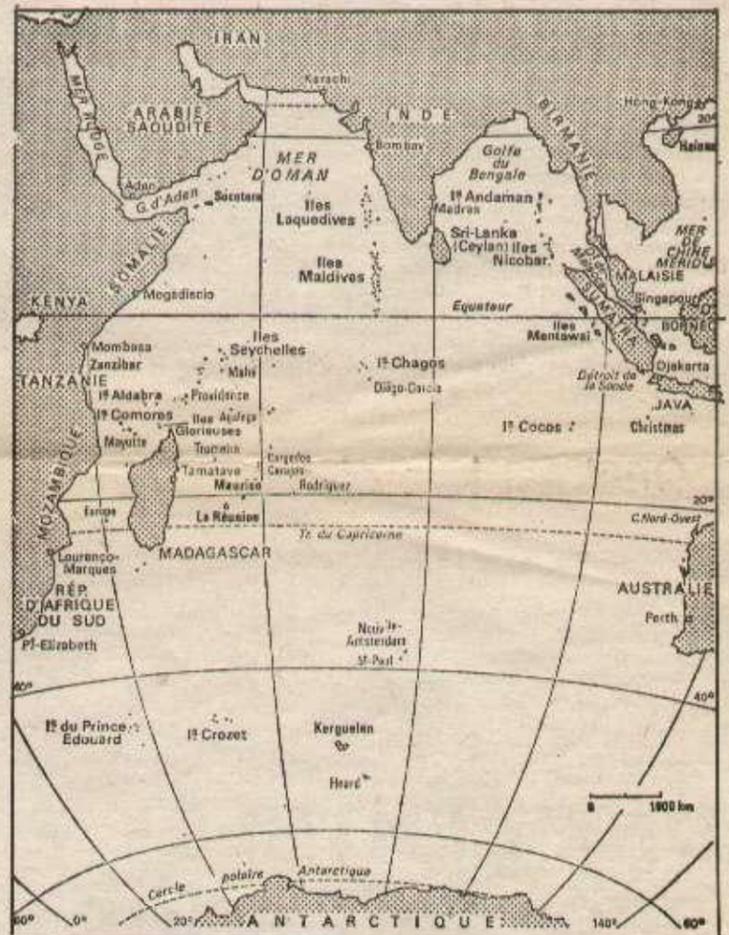
## L'IRAN, PUISSANCE REGIONALE

L'Iran s'est prononcé en faveur d'un «marché commun asiatique», projet repris également par l'Inde et le Bangladesh. L'organisation de Coordination régionale de Développement réunit déjà l'Iran à la Turquie et au Pakistan ; elle constitue une tentative intéressante de développement régional qui peut s'opposer aux projets des deux superpuissances.

Si l'Iran joue un rôle important dans la région de par sa puissance économique, sa puissance militaire lui confère également un poids considérable sur ses voisins du golfe. En 1971, à la veille du retrait britannique du golfe, l'Iran occupa trois îlots appartenant à deux émirats, sous

prétexte d'assurer la surveillance des pétroliers et des importations iraniennes qui suivent cette route maritime. Deux tiers du trafic pétrolier destiné aux pays occidentaux et la quasi totalité des importations iraniennes passent par des îles qui contrôlent le détroit d'Ormuz. En 1973, le Shah devait déclarer à propos de la défense du golfe : «*Mon idée est que les Etats riverains devraient former un pacte d'assistance mutuelle comme celui de l'OTAN et demander aux grandes puissances de rester hors du golfe*». On peut considérer que cet appel s'adressait aussi bien aux USA qu'à l'URSS, qui cherchent un accès aux ports des mers chaudes. En 1977, la dernière base entretenue par un pays occidental dans cette région, disparaissait. Il s'agit de la base navale américaine de Bahrein, l'émirat ayant refusé de renouveler l'accord américano-bahreïni. Une autre intervention, perpétrée cette fois-ci contre le peuple omanais devait servir de terrain de manœuvre à la puissante armée iranienne. L'Iran se servait de sa puissance militaire pour tenter d'écraser la lutte de libération nationale menée par le Front Populaire de libération d'Oman. Dans les années 1970, l'armée iranienne a envoyé au Dhofar un contingent de 10 000 hommes, une cinquantaine d'hélicoptères et plusieurs navires de guerre. Elle a implanté une base au centre du pays d'où elle pilonnait sans relâche les positions du FPLO. En 1975, l'intervention iranienne devait diminuer d'intensité et laisser sur place un escadron d'hélicoptères et une infrastructure d'accueil. En Oman, l'Iran n'a utilisé qu'une partie des immenses moyens militaires dont elle dispose, mais c'est surtout l'aspect dissuasif de son arsenal militaire qui lui confère un poids régional important. Face à la menace soviétique dans l'Océan Indien, l'Iran a construit une base aéronavale à Shah Bahar à la frontière irano-pakistanaise, amenée à devenir la base la plus importante de l'Océan Indien : les navires iraniens commencent à prendre en charge la sécurité de la route du pétrole le long des côtes arabes et africaines, jusqu'à l'île Maurice où elle aurait acquis des facilités portuaires et au Cap (l'Iran est le principal fournisseur de pétrole de l'Afrique du Sud, pays avec lequel elle entretient d'excellentes relations). L'Iran a fait appel aux Etats-Unis et à la RFA pour se doter d'une marine de guerre

## Le rôle régional de l'Iran



aux grands moyens d'action, ce qui l'amène à faire l'erreur d'accentuer sa dépendance avec l'une des deux superpuissances : les USA, pour contrer l'autre : l'URSS. Ce qui amène le Shah à justifier ainsi la création de la base américaine de Diego Garcia : «*Comment s'opposer à la création de cette base américaine, alors que les navires soviétiques sillonnent l'Océan Indien ? Dans ce cas, comment demander aux Américains de partir ? Mais nous pourrions demander aux deux de se retirer simultanément de l'Océan Indien*».

La conclusion logique de la constatation du danger soviétique ne peut évidemment pas être appliquée par la classe au pouvoir en Iran, qui a bradé son indépendance au profit des USA. Le danger subsiste d'un encerclement de l'Iran par le social-impérialisme soviétique : facilités portuaires accordées à l'URSS dans l'Océan Indien par l'Inde à Vizagapatam, par l'Irak dans le port d'Umm Qasr ainsi qu'à Aden au Yémen du Sud. L'Iran constitue une proie de choix pour l'URSS : outre le pétrole qu'elle produit et celui dont elle contrôle l'acheminement, ce qui représente au total

un dixième de la consommation mondiale, le contrôle de l'Iran donnerait à l'URSS un accès aux mers chaudes et un potentiel militaire, qui par l'arsenal qu'elle recèle peut changer l'équilibre des forces au niveau mondial. Néanmoins une intervention directe soviétique est rendue difficile par la présence américaine massive en Iran, l'enjeu est de taille et l'impérialisme américain bien qu'en recul, ne saurait rester inactif face aux prétentions soviétiques sur un pays qu'il contrôle encore. L'URSS qui est parvenue déjà à faire tomber dans sa sphère d'influence : l'Afghanistan, le Yémen du Sud, et l'Ethiopie, ces appuis forment une pince enserrant l'Iran. Face à la rivalité des deux superpuissances, le régime du Shah a échoué dans sa tentative de construire un équilibre dans ses relations avec les USA et l'URSS. L'Iran n'a pu constituer sa défense qu'en étroite dépendance avec les USA et en s'inscrivant dans leur système de défense au niveau mondial, même si dans certains domaines (OPEP, industrialisation partielle, aide aux pays du Tiers Monde) elle est parvenue à renforcer son indépendance.



# VIE ET HABITAT, TERRAINS DE LUTTES

## BESANÇON : Une usine en trop à la ZUP de Planoise

### C'est la fête au champ Bertrand !

Un grand champ au bout de la cité de Planoise : beaucoup d'adultes, de jeunes et des enfants jouent, se débattent tandis que l'orchestre «Crépuscule» anime la fête. A 16 heures, les enfants se ruent sur le stand des tartines de confitures qui leurs sont offertes. Les adultes, eux, préfèrent les petites saucisses et les merguez.

Une maison en bois domine la fête. Pourquoi ? C'est la «Maison pour Tous» que les habitants de Planoise ont construit symboliquement. Les Planoisiens en ont ras-le-bol de la cité dortoir : immeubles concentrés, peu d'espaces verts, parkings insuffisants, par de terrain de sports, etc.

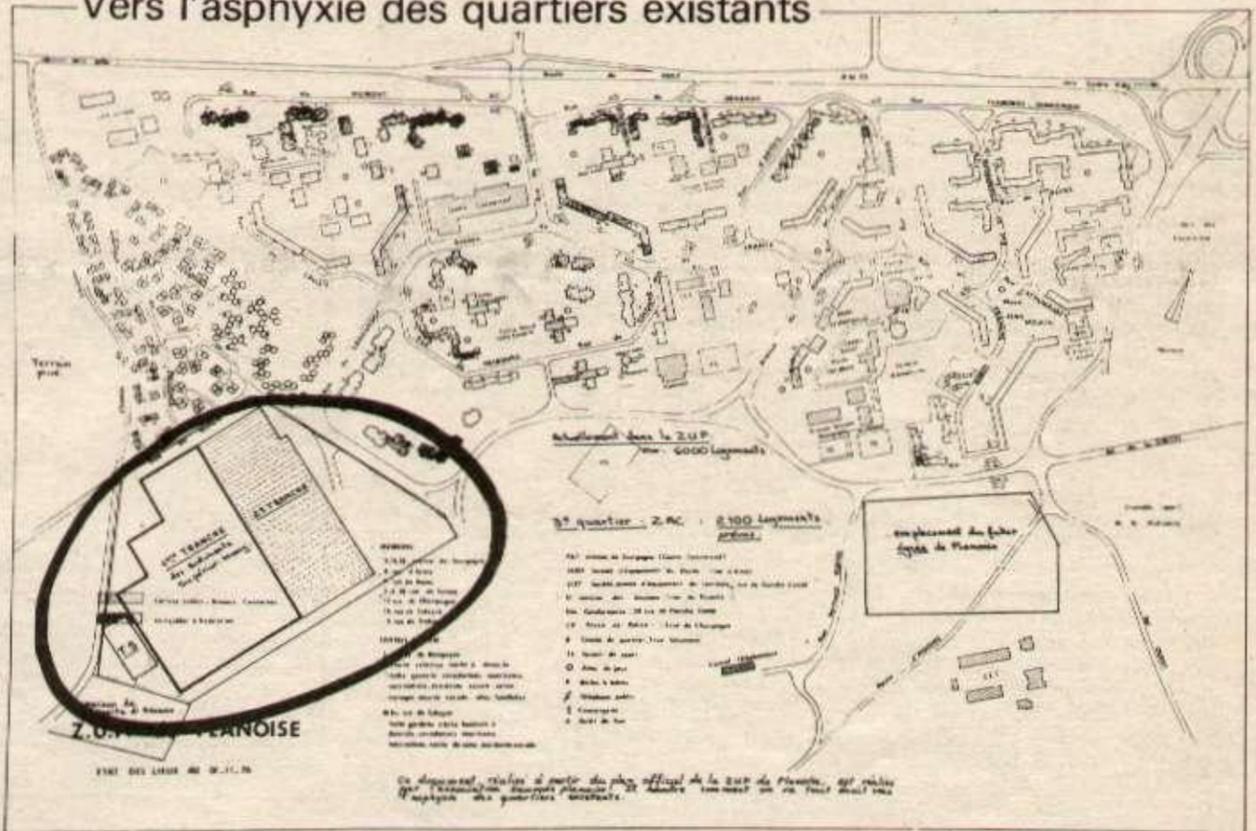
Sur cette maison, construite par les jeunes, les adultes et les enfants, des banderoles sont placardées : «Planoise, on t'asphyxie !» «Non à l'usine à Planoise !» «Une maison pour tous !».

A côté, le stand de l'«Association Sauvons Planoise» nous explique l'initiative de cette fête : une usine de 10 ha à la place de la MPT, de salles de rencontres, la mairie main dans la main avec le patron local de l'usine Supérieur, M. Tournier, a prévu un beau projet.

Cette municipalité de gauche s'était pourtant engagée à se concerter avec les Planoisiens pour l'élaboration de leur cadre de vie : «... Toute la population participera à l'élaboration des programmes d'action. Elle sera notamment consultée pour définir les grandes orientations budgétaires», telles étaient les belles paroles de la municipalité dans son journal lors de la campagne électorale de mars 78 (élections obligent !).

Au lieu de cela aujourd'hui, ce projet est décidé par le maire et quelques adjoints, puis est balancé à la population. Comme le disait très justement une bisontine : «Louis XIV n'aurait pas fait mieux» !

### Vers l'asphyxie des quartiers existants



Plan de la ZUP de Planoise, établi par l'association. Entouré d'un gros trait, l'emplacement prévu pour l'usine Supérieur-Mavé.

### Quel est le projet ?

Le projet : une usine de dix hectares.

Tournier, PDG de l'usine Supérieur veut regrouper ses 2 entreprises existantes à Besançon. Il avait eu des propositions avantageuses dans une petite commune à côté de Besançon (St-Vit) et aussi dans les Vosges. La municipalité apprenant la chose, par indiscrétion, s'empressa de tout faire pour que Supérieur reste à Besançon en lui faisant des propositions en core meilleures. C'est alors qu'elle offre un terrain plat de 10 ha hors d'une zone industrielle. Un terrain à 29 F le mètre carré au lieu de 51 F le mètre carré en zone industrielle. De plus, elle lui construit les bâtiments que Tournier remboursera en location-bail sur 15 ans. Voilà un beau cadeau pour un patron. Pour cela, le conseil municipal a voté majoritairement ce projet (9 abstentions, 1 contre) en s'entourant des garanties suivantes :

- terrain + prêt à 7 %
- engagement de créer 150 emplois en 7 ans (25 par an)
- regard sur les comptes
- amende de 500 000 F en cas d'objectif non atteint (à préciser que cela correspond à peine au 1/4 des bénéfices que Tournier fait en achetant le terrain à bas prix !!).

#### LES PLANOISIENS FACE A CE PROJET ?

Suite au conseil municipal du 26 septembre, les habitants proches du terrain descendent à la mairie pour demander des explications : 60 personnes y sont.

Explications données, ils

ne s'en arrêtent pas là. Par un tract diffusé sur tout le quartier, ils appellent le maire à venir s'expliquer publiquement le 10 octobre à Planoise.

La salle est comble : plus de 300 personnes sont venues. Le débat est houleux. Trois questions sont posées :

- Non concertation des Planoisiens. Pourquoi ?
- Quels emplois liés à ce projet ?
- Conséquences pour l'environnement ?

Aucune réponse sérieuse et satisfaisante de la part du Maire. Pour lui : «Il fallait faire vite». C'est pour cela qu'il n'aurait pas eu le temps de consulter la population.

«Il fallait sauvegarder l'emploi» : mais quel patron aujourd'hui peut sérieusement faire des projets à long terme.

Bref, les planoisiens ont vraiment été écœurés de l'attitude du maire, qui se dit «socialiste» et qui dira à la fin de la réunion «de toute façon le projet sera maintenu».

**«NON, NOUS N'ACCEPTERONS PAS»**

L'association «Sauvons Planoise» ne laissera pas passer le projet.

Son existence montre la détermination des habitants de Planoise à prendre en mains l'élaboration du cadre de vie de leur quartier.

Son but c'est d'obtenir l'implantation de l'usine non à Planoise mais dans une zone industrielle. Et comme l'affirmait un planoisien au cours d'une réunion : «C'est le

problème de la municipalité, ce n'est pas le nôtre. «Pas d'usine à Planoise». «On a payé des impôts locaux suffisamment élevés, nous avons droit à des équipements sociaux» ajoutait une femme du quartier. «Vous avez voulu être élus, faites votre boulot ! Mais sachez que nous serons prêts à occuper le terrain même si les bulldozers sont là», affirmait un planoisien.

Pour continuer l'action, l'Association se donne l'objectif de mobiliser plus largement sur le quartier les habitants qui sont tous concernés par ce projet et ses conséquences.

#### QUE DEVONS-NOUS PENSER DE L'OPPOSITION EMPLOI-CADRE DE VIE ?

1 - Les Planoisiens ne sont pas contre l'emploi.

2 - Ils dénoncent la non-concertation.

3 - L'argument justifiant le projet est création d'emplois : ceci n'est pas sûr, surtout s'il y a restructuration et regroupement (ce ne peut être qu'un transfert).

4 - Il existe d'autres terrains que Planoise et c'est prouvé (au moins 2).

5 - Sans être a priori contre l'implantation d'usine en zone urbaine, les Planoisiens disent non pour ce cas précis, car la cité, déjà si entassée, va vers l'asphyxie, sans équipement. A-t-on le droit à Planoise, sous prétexte de sauver l'emploi de sacrifier le cadre de vie ?

### La lutte des Planoisiens contre le projet

#### - Le 24 octobre :

Réunion sur le quartier pour voir la suite de l'action à donner. «L'Association Sauvons Planoise» est créée. Trois commissions de travail : information, animation, administratif.

- La C.S.C.V. (Confédération syndicale du cadre de vie) de Planoise vient soutenir et continuer la lutte avec l'Association Sauvons Planoise, car cette lutte fait partie de la lutte pour la défense d'un cadre de vie, et représente un des problèmes des habitants du quartier.

#### - Le 28, 29 octobre et 1<sup>er</sup> novembre :

Une pétition est faite signée devant les 2 grands centres commerciaux avec des panneaux expliquant le projet. Il y a aujourd'hui près de 1 500 signatures.

#### - Le 13 novembre :

Une réunion à huit clos de l'Association avec toutes les organisations du quartier, les syndicats, les partis politiques, afin de connaître le point de vue de ceux-ci.

● Le PS n'a pas pu prendre position : «Il faut en rediscuter avec les camarades» dit le représentant du parti socialiste. Réaction de la salle, lui disant que ce n'était pas sérieux qu'il n'ait pas une opinion sur ce problème qui fait du bruit depuis plus d'un mois à Besançon.

● Le PCF : on peut s'interroger sur sa «réponse» «contre le projet» car, au cours de son explication, il dit : «...Par rapport à l'environnement c'est inadmissible, mais tout de même ça donnerait des emplois. C'est délicat ce problème». On peut donc se demander quel soutien ce parti peut-il apporter à la lutte de l'Association en faisant ce chantage à l'emploi.

● Des organisations d'extrême gauche, des écologistes et la C.S.C.V. ont apporté leur soutien à l'Association, exprimant qu'ils étaient contre ce projet de la municipalité.

#### - Le 15 novembre :

Une rencontre avec le préfet mobilise 20 habitants de Planoise. Le préfet n'est pas très favorable au projet mais il ne peut pas s'y opposer légalement. C'est la municipalité qui est responsable.

Il a accepté une table ronde avec Tournier, le maire et l'Association.

#### - Le 17 novembre :

Intervention de l'Association au Conseil municipal : 25 personnes manifestent silencieusement en dépliant des banderoles : «Sauvons Planoise». «Nous voulons participer à l'élaboration de notre cité». «Il nous faut un parc de détente, une maison pour tous». «Nous exigeons la concertation promise». «Un plan d'urbanisme cohérent».

L'intervention a créé un certain malaise chez les conseillers. Bien que ce problème ne soit pas à l'ordre du jour, un conseiller posa la question de la concertation avec les Planoisiens à propos de l'implantation de l'usine.

Réponse du maire : «Il ne faut pas exagérer quand vous parlez de la vie à Planoise. Nous ne devons pas nous laisser influencer par les démonstrations de gens qui s'accrochent à une idée qu'ils ont le droit de défendre. Mais notre devoir ici est de décider, nous sommes là, non pour des palabres, mais pour décider car Besançon doit continuer à vivre et à aller de l'avant.» Voilà un exemple concret qui illustre la vraie nature de ces «politiques» qui se disent «socialistes».

# AGRESSION DE GRANDE ENVERGURE DU VIETNAM CONTRE LE CAMBODGE

L'imminence de l'offensive générale vietnamienne avait été annoncée à plusieurs reprises par Khieu Samphan. Le chef de l'État cambodgien avait également dénoncé le soi-disant «Front uni de salut national cambodgien», véritable officine vietnamienne en territoire cambodgien. Il y a quelques jours, trois divisions vietnamiennes s'emparaient de Phnom Chrava à moins de 25 km de Kratié. Ce sont ces mêmes troupes, dont la 5<sup>e</sup> division vietnamienne, progressant sur la route 13, aidée de leurs agents infiltrés dans la population, qui se seraient emparés de la ville de Kratié.

Selon *La Voix du Vietnam*, les agents du F.U.N.S.K. (front pro-vietnamien) auraient abattu trois chasseurs-bombardiers à hélices de l'armée cambodgienne. La zone qui tomberait entre les mains des troupes vietnamiennes, par la chute de Kratié, s'étendrait du nord de la frontière du Laos, à l'ouest jusqu'au Mékong, à l'est depuis la frontière du Vietnam et au sud jusqu'à la route n° 19.

Simultanément, trois autres divisions vietnamiennes ont quitté la frontière laotienne pour faire la jonction avec les autres troupes vietnamiennes parvenues à Kratié. Des combats sont également signalés sur les routes d'accès à Phnom Penh ; certains se déroulent à moins de 30 km de la capitale.

D'autre part, la radio cambodgienne signale que les Khmers Kom, qui forment une communauté de 800 000 personnes au Vietnam, ont décidé de s'opposer au recrutement forcé dans l'armée et aux pillages de leurs réserves par l'armée vietnamienne.

Dans la nuit du 1<sup>er</sup> janvier, les forces vietnamiennes ont déclenché l'offensive générale contre Phnom-Penh. La radio vietnamienne a déclaré que le «Front uni de salut national cambodgien» s'était emparé lundi de la ville de Kratié, située à 180 km de Phnom-Penh. La chute de cette ville amputerait 50 000 km<sup>2</sup> du territoire cambodgien, soit un cinquième du pays. Dans leur agression contre le Cambodge, les Vietnamiens s'appuient largement sur l'organisation fantoche qu'ils ont créée de toutes pièces, baptisée «Front uni de salut national cambodgien», à l'aide de laquelle ils tentent de faire croire à un soulèvement interne. Mardi, le chef de l'État cambodgien, Khieu Samphan, a lancé un appel aux Nations-Unies et à tous les pays pour arrêter l'offensive vietnamienne.

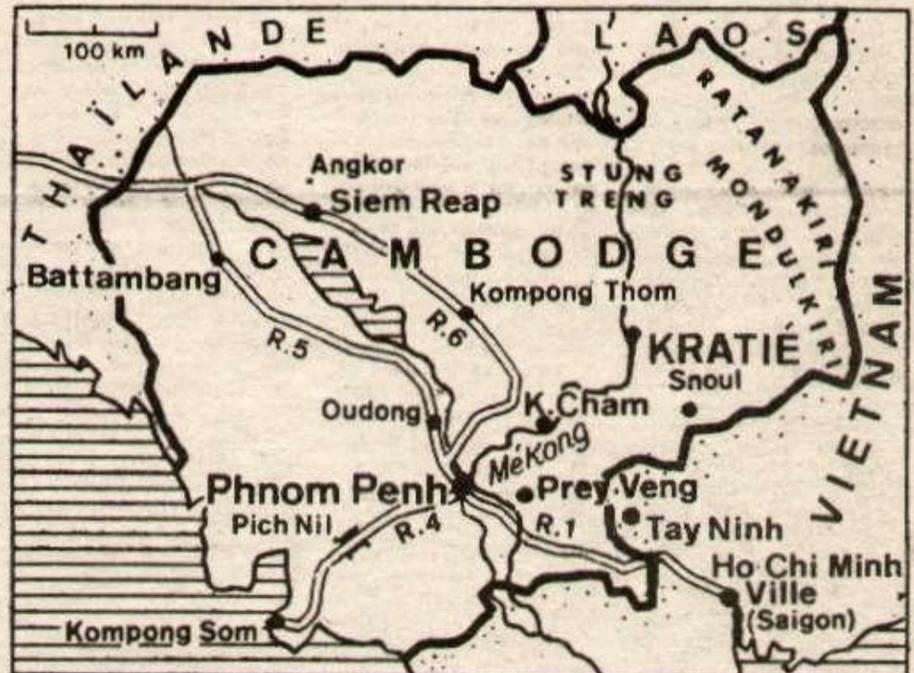
Mardi matin, le président cambodgien Khieu Samphan a dénoncé le Vietnam, qui mène une «offensive de grande échelle en territoire cambodgien, avec des effectifs énormes d'infanterie, de blindés, d'artillerie et d'avions».

Il a déclaré qu'Hanoi est «un pion de l'URSS» et que le Vietnam est le «Cuba de l'Asie». Le président a annoncé que les troupes vietnamiennes ont mené dernièrement des attaques sur la province de Ratana Kiri et de Kratié à la frontière vietnamienne et le long de la route 7 qui traverse tout le pays à partir de la frontière.

Faisant le bilan de ces trois derniers mois, Khieu Samphan a évalué les pertes vietnamiennes à 10 000 morts ou blessés. Il devait ajouter : «Les ennemis internationaux, sauvages et sans pitié infligent des dévastations de toutes sortes à la nation et au peuple du Cambodge et nous causent temporairement des moments difficiles».

Les pays de l'ASEAN (Association des Nations d'Asie du Sud-Est), inquiets des menées agressives du Vietnam, eux aussi menacés par le Cuba de

l'Asie, ne peuvent pas rester insensibles à l'appel lancé par Khieu Samphan aux Nations-Unies et à «tous les amis proches ou lointains» pour faire cesser l'offensive vietnamienne derrière laquelle se profile le social-impérialisme soviétique, fauteur de guerre dans la région.



## L'IRAN A UN TOURNANT ?

- Les Etats Unis soutiennent Bakhtiar
- Bakhtiar annonce le départ du Shah en voyage
- Les généraux menacent de coup d'Etat
- Le peuple rejette la tentative de Bakhtiar

Bakhtiar, auquel le Shah a demandé de former un gouvernement et qui a été exclu du Front national pour avoir accepté, a déclaré à la télévision que le Shah a «accepté de passer quelque temps à l'étranger afin de prendre du repos, et de désigner un conseil de régence». Selon Bakhtiar, le nouveau gouvernement devrait être présenté au pays avant la fin de la semaine. Une conférence de presse était convoquée mercredi.

### «LES AMÉRICAINS SONT SEULS A Y CROIRE»

Le Washington Post publie mercredi un article de son correspondant qui écrit notamment «selon des sources iraniennes et occidentales informées, les représentants américains ont accepté le principe du départ du Shah à l'étranger si un gouvernement civil devait être formé. Les représentants envisagent qu'une fois le Shah parti — même s'il est prévu que ce n'est qu'une absence temporaire — il ne sera pas en mesure de revenir... Le seul soutien évident à la tentative de Bakhtiar de former un gouvernement semble venir des Etats-Unis, affirment les sources. Les Américains sont

solidement derrière Bakhtiar, les Anglais fifty-fifty, et les Français un peu moins» dit un diplomate, les Américains sont les seuls à croire que ça puisse marcher.

Cependant la radio officielle annonçait mardi toutes les deux heures que «sa majesté n'a pas l'intention de partir à l'étranger en ce moment». Les rumeurs courent selon lesquelles les chefs militaires ont proposé au Shah la formation d'un véritable gouvernement militaire. Selon le Washington Post, «l'ambassade américaine a fait savoir aux milieux d'opposition que les USA avaient nettement indiqué aux généraux tenants d'une solution brutale qu'il ne devait s'attendre à aucune fourniture des USA ni aucun soutien s'ils réalisaient un coup d'Etat militaire pour empêcher la tentative de Bakhtiar».

### CEUX QUI VEULENT GARDER LE SHAH

Les tenants d'un coup de force militaire, l'ambassadeur d'Iran aux USA, le général Oveissi, chef d'Etat major, et les deux chefs de l'aviation Khosrowdad et Rabii, ont rejeté les déclarations américaines et veulent à tout prix maintenir le Shah, ce qui

laisse ouverte la possibilité d'un coup d'Etat militaire dont l'un des résultats serait une répression encore plus sanglante mais aussi vraisemblablement une amplification des affrontements.

Déjà les manifestations ont pris pour cible la tentative de Bakhtiar «Mort au Shah, mort à Bakhtiar son valet» sont les mots d'ordre actuels fréquents à Téhéran, où sont rapportées des combats de rue à l'arme à feu... Les blindés ont détruit les maisons et les magasins à Kezvin et interdit aux ambulances de ramasser les blessés. A Kermandah le couvre feu a été instauré, les blindés ont pris position, 93 personnes ont été assassinées. La panique gagne les étrangers, mais aussi selon le correspondant du Figaro, les Iraniens proches du pouvoir qui cherchent à quitter d'urgence le pays.

### DEUX AVIONS US CONTRAINTS D'ATTERRIR

Un pont aérien canadien devait être organisé mercredi entre Téhéran et Ankara, tandis que les Américains prévoient d'utiliser les Galaxy de l'US Air Force. L'armée iranienne a pris le contrôle des installations de l'aéroport de Té-

héran et paraît irritée de cet exode. Mardi elle forçait deux avions américains à se reposer sur la base de Téhéran. Aussitôt un porte parole du département d'Etat, un détachement militaire aérien américain avaient été envoyés à Téhéran avec pour objectif d'empêcher de tels incidents de se reproduire.

De son côté l'ayatollah Khomeiny ne démentait pas que la liste des membres d'un cabinet avait été préparée selon les milieux proches, on laissait entendre que le programme de l'ayatollah serait prochainement rendu public.

C'est en quasi responsable de l'Iran qu'il s'adressait mardi au gouvernement américain : «Nos futures relations avec les Etats-Unis dépendront entièrement du gouvernement américain... Si les Etats Unis cesse de s'immiscer dans nos affaires et respecte notre nation nous aurons de bonnes relations avec lui». L'ayatollah a également annoncé qu'après la chute du Shah, l'Iran cesserait toute livraison de pétrole à l'Afrique du sud, à cause de la politique d'apartheid et à Israël pour avoir entraîné la Savak et «participé à la torture de nos militants».

### ● Algérie : Congrès du FLN fin janvier

Le congrès du FLN qui sera chargé de désigner le candidat à la présidence, devra se réunir avant le 8 février prochain, selon la Constitution qui limite la durée de l'intérim présidentiel à 45 jours ; c'est ce qu'a déclaré Rabah Bitat, chef de l'Etat par intérim. D'autre part, le Congrès de l'Union Nationale de la Jeunesse Algérienne se tiendra à la fin de la semaine.

### ● Erythrée : renforcement de l'unification FPLE-FLR

Les deux mouvements de libération érythréens FPLE et FLE mènent actuellement des négociations à Khartoum pour renforcer l'unification de leurs deux organisations. La coopération devrait s'accroître dans le domaine militaire, celui du ravitaillement ainsi que dans l'organisation de l'aide aux réfugiés, dont le nombre ne cesse de croître depuis la dernière offensive soviéto-éthiopienne.